

Point de presse conjoint de MM. François Hollande, Président de la République, et Bronislaw Komorowski, président de la République de Pologne, notamment sur les relations franco-polonaises et la construction européenne, à Paris le 7 mai 2013.

LE PRÉSIDENT : « J'ai été heureux d'accueillir le Président KOMOROWSKI. Je rappelle que je suis allé deux fois en Pologne depuis le début de mon mandat. La première fois, dans le cadre d'une visite d'Etat. J'avais même été honoré de pouvoir m'exprimer devant le Parlement polonais. Une seconde fois, toujours à l'invitation du Président, pour le groupe de Viegard, réunion utile et importante, permettant de renforcer nos liens avec cette partie-là de l'Europe.

Aujourd'hui, c'est la Pologne qui est reçue avec toute l'amitié qui nous lie à ce grand pays. Une amitié qui remonte à loin, c'est notre histoire, une histoire commune. Et une amitié qui s'est aussi forgée dans des combats. Demain, avec le Président polonais, nous serons le 8 mai, à l'Arc de Triomphe, pour rappeler ce que nous devons au sacrifice de soldats polonais pour notre propre liberté. Nous avons aussi mené des combats communs dans la résistance à la barbarie nazie. Nous avons une pensée, aussi, pour les drames et pour les tragédies qui se sont produits en Pologne. Chacun pense, notamment, au ghetto de Varsovie. Et puis, il y a aussi cette solidarité qui nous lie et qui remonte également à ce qui fut ce combat pour Solidarnosc, où beaucoup d'intellectuels français, de syndicalistes s'étaient mobilisés.

Mais aujourd'hui, notre amitié, elle est au service du développement économique, au service de l'Europe. Du développement économique parce que la Pologne a réussi, depuis son entrée dans l'Union, à consolider son économie et à la développer considérablement. Des entreprises françaises se sont investies et, aujourd'hui encore, je souhaite qu'elles puissent le faire davantage et être plus présentes encore sur le marché polonais. Nous en avons discuté avec le Président. Nous avons également une coopération dans le cadre d'un partenariat stratégique qui est, à la fois, politique et également industriel, notamment sur le plan de la Défense. Il y aura des discussions entre les deux ministres de la Défense et des lettres d'intention seront signées cet après-midi. Parce que nous voulons construire, Pologne et France, l'Europe de la Défense. Il y a ce qui relève de l'économie : la Pologne est dans l'Union économique et monétaire. Elle n'est pas dans la zone euro mais je souhaite qu'elle puisse être associée dans toutes ses décisions. Et puis, il y a notre responsabilité en matière de Défense et nous y avons consacré une large part dans l'entretien que nous avons eu à l'instant.

Enfin, je veux dire combien je suis attaché à ce que l'on appelle « le partenariat oriental », là où la Pologne joue un rôle très important. C'est-à-dire à tout ce que nous devons faire, au-delà même de l'Union européenne, pour des pays qui sont proches de nous et qui peuvent, à un moment ou à un autre, lier leur destin, sans pour autant être membre de l'Union européenne. C'est notamment la relation avec l'Ukraine. La Pologne est un trait d'union tout à fait utile et pertinent. Nous pouvons d'autant plus travailler ensemble que nous sommes associés à ce que l'on appelle « le Triangle de Weimar » : Pologne, France, Allemagne. Nous souhaitons relancer ce processus. Voilà pourquoi la visite d'Etat du Président polonais est si importante.

Depuis que je suis élu, j'ai voulu donner un nouvel élan, un nouveau cours, une nouvelle étape à l'amitié entre nos deux pays et faire en sorte que nous puissions aussi bien sur les plans

économiques, industriel, politique que sur le plan de la Défense travailler ensemble. Jen ai eu encore le retour avec le soutien qu'a apporté la Pologne à l'intervention française au Mali. Voilà pourquoi j'ai été heureux, pour ce premier entretien, d'accueillir le Président polonais. Mais nous allons nous retrouver ce soir pour le dîner d'Etat et demain pour la cérémonie du 8 mai à l'Arc de Triomphe.

M. Bronislaw KOMOROWSKI : « Recevez mes remerciements pour le cadre si riche et si agréable de cette visite d'Etat du Président polonais en France. Je voudrais également remercier M. HOLLANDE pour ce qu'il a dit, pour la facilité des différentes formes de coopération entre la France et la Pologne.

Du point de vue polonais, cette année du mandat du Président HOLLANDE est particulièrement réussie. Jamais les relations polono-françaises n'ont été si riches, non seulement dans les déclarations, mais également dans les actions et les actes. Je le remercie profondément et je dois dire que la Pologne et moi attachons une grande importance à renforcer la coopération polono-française et à remplir de contenu le partenariat stratégique signé il y a quelques années d'un contenu concret. Aussi bien en ce qui concerne les relations politiques que les relations économiques et aussi en ce qui concerne la sécurité et la défense.

Je voudrais dire que, pour les Polonais, il est toujours difficile de choisir à Paris une référence historique pour illustrer la qualité de la relation polono-française. Il y a, dit-on, embarras des richesses ! Nous avons l'embarras des richesses pour indiquer l'aspect de ces relations polono-françaises. Nous étions des alliés au cours de la Seconde guerre mondiale je remercie pour ce rappel des alliés du début jusqu'à la fin de cette guerre.

Je remercie donc pour la possibilité qui m'a été donnée de pouvoir participer au défilé de la Victoire, demain à Paris, sous l'Arc de Triomphe, où participeront également aussi bien les anciens combattants de la Seconde guerre que les soldats polonais contemporains. Ce sera l'illustration de notre volonté de renforcement de la coopération dans le domaine de la défense et de la sécurité. Je compte beaucoup sur le renforcement du « Triangle de Weimar », comme enceinte importante, aussi bien pour la coopération dans le cadre de l'Union européenne, que dans les relations directes polono-françaises.

La Pologne est aujourd'hui un pays qui, grâce aux transformations profondes qu'il fallait réaliser, peut participer à la résolution de nombreux problèmes. Au niveau européen, nous ne sommes pas encore membres de la zone euro, mais la Pologne a la volonté de s'y trouver, à la mesure justement de la réalisation de toutes les conditions énumérées dans le traité de Maastricht. Cela dépend aussi de la situation de la zone euro : la Pologne est l'un des rares pays qui ont pu se défendre contre la crise économique. Nous nous en réjouissons mais bien évidemment nous mettons nos succès dans des activités pour agir sur la totalité de l'économie européenne. Nous voudrions utiliser ce moment particulier pour resserrer la coopération avec de nombreux pays européens, en premier lieu avec la France.

Nous apprécions le niveau d'engagement du capital français en Pologne. Nous souhaiterions que ce niveau soit encore plus élevé, étant données les conditions favorables d'investissement des capitaux dans notre pays. Mais je voudrais dire qu'il apparaît également une chose tout à fait nouvelle : la capacité du capital polonais à entrer dans des entreprises communes, dans des investissements communs. C'est l'effet des transformations qui ont été réalisées au cours des vingt dernières années en Pologne.

Un espace de coopération de façon toute naturelle s'impose étant donné les expériences historiques et politiques, c'est la vision de la politique de sécurité et de défense commune. Nous y attachons une grande importance. Nous sentons la communauté d'intérêts et une chance pour la communauté d'actions avec la France. Mais c'est aussi une perspective pour rechercher les domaines de coopération industrielle étant donné, par exemple, le processus de modernisation des forces armées polonaises et certains projets d'investissements très avancés. Ils peuvent être des projets réalisés en commun et basés sur les technologies françaises. Nous encourageons à porter votre intérêt justement sur ces éléments-là.

La Pologne apprécie hautement la coopération avec la France sur les questions européennes.

Nous nous réjouissons, d'un côté, de la possibilité de lutter pour une dimension concrète et importante, pour la Pologne, qui est un pays en construction. En ce qui concerne les décisions concernant la future perspective budgétaire de l'Union européenne, à cet égard, nous notons une certaine communauté de positions et d'actions avec la France. Nous y voyons également une chance pour renforcer un phénomène tout à fait extraordinaire en Pologne : le soutien en Pologne au processus d'intégration européenne.

64% de citoyens polonais sont tout à fait disposés à soutenir l'approfondissement de l'intégration européenne. Nous voulons faire cela avec d'autres pays européens et surtout avec la France. En dehors de la tradition très riche polono-française, l'histoire pleine de symboles il faut également remplir d'un contenu ambitieux le présent et le futur, la communauté de business, de culture, la communauté d'actions politiques.

Merci beaucoup Monsieur le Président, pour la possibilité de pouvoir réaliser cette visite dans votre beau pays ».

QUESTION : « Le Triangle de Weimar, c'est une formule politique. Est-ce que vous considérez que cette formule peut être élargie sur les questions militaires ? De quelle façon ? Par exemple, est-ce que nous allons nous limiter à créer une unité commune ? Ou est-ce qu'il y aura des structures de commandement communes ? Quest-ce que vous en pensez ? »

LE PRÉSIDENT : « Le Triangle de Weimar est un processus politique qui doit s'élargir aux questions de défense mais qui ne peut pas être une organisation de défense. Pour cela, il y a déjà des institutions qui existent. A mon avis, ce serait engager une mauvaise démarche que de vouloir faire jouer au Triangle de Weimar autre chose qu'un rôle politique et qu'un rôle parfois précurseur. En aucune façon un rôle d'organisation. Je souhaite que l'initiative soit reprise. Mme MERKEL, le Président polonais et moi-même, nous y sommes tous favorables ».

QUESTION : « Monsieur le Président, deux petites questions si vous le voulez bien qui concernent la France. D'après une interview que vous avez donnée à Paris Match, vous envisagez un remaniement. Pourriez-vous nous donner une échéance ? Et surtout, quel sens politique souhaitez-vous lui donner ? Et puis, sur un plan de politique extérieure, AQMI menace les intérêts de la France dans le monde. Est-ce que vous considérez que cette menace est à prendre au sérieux ? »

LE PRÉSIDENT : « Je répondrai uniquement à la deuxième question. La première étant, pour l'instant, sans actualité.

La question de la menace qui est rappelée par AQMI, nous la prenons au sérieux. Nous avons infligé des pertes considérables à AQMI par l'intervention au Mali. Mais les réseaux d'AQMI existent en dehors du Mali. Nous considérons donc qu'il nous faut poursuivre l'intervention au Mali pendant le temps nécessaire même s'il y a une réduction de notre présence et maintenir une vigilance autour du Mali pour continuer à lutter contre le terrorisme. Nous avons aussi à protéger nos installations. C'est ce que j'ai donné comme instruction pour que nous ne puissions pas être victimes de je ne sais quelle opération d'AQMI.

Je rappelle sans avoir de lien à établir qu'il y a eu un attentat contre nos intérêts à Tripoli. Donc la menace terroriste n'a pas disparu. C'est pourquoi nous voulons qu'elle puisse être combattue par l'ensemble des Européens et il y aura une réunion très importante sur le Mali le 15 mai à Bruxelles. Je rappelle aussi que le Conseil européen évoquera les questions de Défense à la fin de l'année 2013 ».

QUESTION : « Il y a quelques jours, le Parti socialiste français, le parti au gouvernement, a adopté un document de programmation à l'égard de l'Allemagne en appelant la politique de la Chancelière allemande « très égoïste » et menant à la chute de l'Europe à cause de laustérité. Est-ce que vous êtes d'accord avec ce document ? ».

LE PRÉSIDENT : « Sur notre relation avec l'Allemagne, je veille à ce qu'elle soit aussi bonne que possible dans l'intérêt de l'Europe. Nous avons des débats y compris sur l'orientation, mais nous avons toujours la volonté, Mme MERKEL et moi-même, de trouver le compromis. Aujourd'hui, le enjeu, c'est de poursuivre pour les pays qui en ont la responsabilité des politiques de sérieux budgétaire. Mais c'est aussi de faire en sorte qu'elles ne soient pas contradictoires avec la perspective de croissance.

perspective de croissance.

J'ai également un deuxième objectif au plan européen, c'est de poursuivre au bon rythme l'Union bancaire. C'est-à-dire la supervision mais également la résolution des difficultés des banques. Là aussi, nous en discutons au plan européen, avec tous les pays membres avec cohérence et confiance avec l'Allemagne.

Sur l'accord d'association entre l'Union européenne et l'Ukraine, il y a des conditions à poser. Vous les connaissez, ce sont des conditions liées au respect d'un certain nombre de principes de droits de l'Homme. Nous sommes attentifs à ce que ces conditions puissent être respectées. Si elles le sont, l'accord pourra se faire. »

M. Bronislaw KOMOROWSKI : « Le Triangle de Weimar est une enceinte purement politique mais qui peut inspirer et assurer le suivi d'autres activités à d'autres niveaux de la coopération de Weimar. Le Triangle de Weimar, c'est aussi la coopération au niveau des ministères, des Parlements. J'apprécie hautement la coopération entre les ministres de la Défense en ce qui concerne, justement, cette formule de Weimar. Nous ne souhaitons que la renforcer pour transposer les idées en choses décisions concrètes en ce qui concerne la politique de sécurité et de défense commune.

En Pologne, nous sommes convaincus que le Triangle de Weimar peut jouer un rôle important au niveau présidentiel et pour construire l'acceptation de la vision d'un système commun de défense européen et pour, justement, sortir des décisions qui concernent l'allocation d'unités pour les États-majors et les unités de commandement, et passer à la construction de forces capables d'agir. Dans le cadre de cette politique de sécurité et de défense commune, il doit y avoir un programme pour renforcer la politique étrangère commune, pour qu'il y ait un équilibre entre les décisions prises en commun et les capacités de défense commune ou de réactions aux crises. Je pense que c'est un domaine très intéressant.

On pourra faire beaucoup au niveau du Triangle de Weimar. C'est la mise en œuvre de discussions sur les changements et les transformations de la stratégie de défense européenne en Pologne et en France. Les travaux sur les stratégies nationales ont été terminés. C'est un moment opportun pour entreprendre des entretiens ou peut-être des confrontations de certaines idées, de certaines conceptions pour chercher un dénominateur commun européen. Je mets là-dessus.

En ce qui concerne les déclarations des socialistes allemands et français, je me sens peu autorisé à faire des commentaires. Je ne suis pas socialiste mais je souhaite le meilleur possible aux socialistes et aux partis du Centre en Europe. Malgré les différences, je crois qu'il est possible de trouver un compromis commun européen dans des questions si importantes.

Pour terminer, Mesdames et Messieurs, je crois profondément que ce tandem fort qui était le moteur de l'Europe, c'est-à-dire la coopération franco-allemande, va continuer à être ce mécanisme qui construit de nouvelles chances pour l'accélération et l'approfondissement du processus d'intégration européenne. La Pologne veut être membre et partenaire de ces actions, d'où l'importance du Triangle de Weimar.

Mais je voudrais également il n'y a pas de raisons de ne pas le dire publiquement une politique européenne qui soit équilibrée intérieurement. C'est donc la question qui se pose sur la position des pays les plus importants de l'Union européenne, de la France et de l'Allemagne. La Pologne peut être un élément renforçant de façon supplémentaire cet équilibre. C'est l'intérêt de la Pologne et c'est l'intérêt également des deux grands pays, la France et l'Allemagne. La Pologne se trouve à l'est de l'Europe cette Europe qui, après une transformation profonde, se débrouille bien en ce qui concerne les questions politiques et économiques. »

QUESTION : « Je voulais vous demander quel scénario privilégiez-vous pour votre entrée dans le euro. On parle de 2015. Est-ce que c'est l'horizon que vous vous fixez ? Pour le président de la République française, l'Allemagne vient de signifier qu'elle ne réclamait plus de changement de traités pour l'Union bancaire. Quel est ce qui reste encore pour un accord entre vous et la Chancelière en juin ? »

Bronislaw KOMOROWSKI : « L'économie polonaise se porte relativement bien au niveau européen. Les effets de la crise européenne touchent aussi la Pologne avec une influence tout à fait négative. La Pologne, n'étant pas membre de la zone euro, est profondément engagée et

intéressée à ce que la situation économique dans l'Union européenne soit améliorée parce que nous voulons nous retrouver dans cette formule. Ceci est inscrit dans le traité d'adhésion. Ce n'est pas une chose simple, aujourd'hui, étant donné la barrière de la Constitution, il faudrait bien évidemment surmonter par la modification de la Constitution par les deux tiers des voix au Parlement..

Nous voulons entrer dans la zone euro. Nous voulons profiter de ce temps, jusqu'à 2015, pour remplir toutes les conditions exigées au titre du traité de Maastricht. Nous allons prendre la décision après les élections de 2015. Ce sera une année d'élections : aussi bien l'élection présidentielle que les élections législatives. Jusqu'à cette année, il faudra construire l'acceptation de l'opinion publique pour participer à la zone euro. Et cela, sans lassainissement de la zone euro, ce ne sera pas possible ».

LE PRESIDENT : « La Pologne déterminera le moment et le sens de sa participation éventuelle à la zone euro. C'est sa souveraineté, c'est sa liberté, c'est sa responsabilité. Mais je le réaffirme ici : je considère que la Pologne a potentiellement toutes les conditions pour, un jour, participer à la zone euro. Je fais en sorte qu'elle puisse être associée à toutes les décisions qui sont prises au nom de la zone euro. Mme MERKEL est également sur cette position.

Deuxième point : oui, c'est tout à fait essentiel que nous puissions faire l'Union bancaire sans changer les traités. C'était la position de la France. Il pouvait y avoir une réserve de la part de l'Allemagne, dès lors qu'elle ne souhaitait pas que cela puisse modifier son organisation institutionnelle. Dès lors que nous avons donné toutes les garanties qu'il n'en serait rien, et que nous voulons aller au rythme que nous avons souhaité vers l'Union bancaire, c'est un point très important que nous puissions le faire, maintenant, sans obstacle et sans réserve.

Pourquoi est-ce important ? Parce que l'Union bancaire, ce sera la possibilité d'avoir la certitude que les banques ne peuvent plus mettre en cause l'économie européenne et d'avoir des processus d'intervention et de solidarité qui ne fassent pas appel aux contribuables.

Que l'on regarde ce qui s'est fait depuis un an : pour la stabilité de la zone euro, l'intégrité de la zone euro, le maintien de la Grèce, les instruments financiers permettant à la Banque centrale de les accompagner, l'Union bancaire, la taxe sur les transactions financières alors qu'il y avait des débats y compris entre la France et l'Allemagne nous avons toujours trouvé le compromis. Il y a eu énormément de progrès depuis un an.

Aujourd'hui, la question qui nous est posée mais là encore, je vois des évolutions est de savoir quel rythme nous adoptons pour retrouver l'équilibre de nos finances publiques dans les pays qui ont été les plus affectés par les déséquilibres. La France n'est pas le pays le plus concerné, vous le savez, mais elle a des efforts à faire. Et nous les avons engagés. Ce débat permet de donner les bonnes trajectoires pour que nous puissions atteindre les objectifs de rééquilibrage des comptes publics et, en même temps, ne pas affecter la croissance mieux même : soutenir la possibilité d'une reprise de la croissance dans les meilleurs délais.

Voilà pourquoi le débat est utile. Comme le disait le Président polonais, nous avons toujours besoin d'un couple franco-allemand qui fasse le compromis. Cela ne concerne pas les autres pays et encore moins la Pologne qui travaille dans le cadre du Triangle de Weimar. Mais nous avons besoin, l'Europe a besoin de ce moteur franco-allemand. Merci ».